

1
Formation Historique du droit
Plan du cours
Karine Deharbe

Preliminaire

Introduction

L'Antiquité ou la naissance du droit : de l'Orient à la Grèce

Chapitre I : Les droits de l'Orient ancien, inspirés des dieux

Section I : Le droit en Mésopotamie

§1. Le droit avant Hammourabi

§2. Le Code d'Hammourabi, emblème de la civilisation mésopotamienne

A. Composition du Code

B. Le sens profond du Code

Section II. Le droit d'Égypte

§ 1. Pharaon, législateur par excellence

§ 2. Un ensemble législatif complexe

A. Le droit égyptien dans sa forme

B. Le droit égyptien dans le fond

§ 3. Le droit de l'Égypte romaine

Section III. Le droit de la Bible

Chapitre II. Le droit dans la Grèce antique

Section I. La Grèce archaïque

§ 1. Le temps des rois

§ 2. Le temps des tyrans

Section II. La Grèce classique

§ 1. Le temps des cités-États

§ 2. Le temps des monarchies hellénistiques

Section III. L'apport au droit de la philosophie grecque

Première Partie. La fondation du droit occidental : Rome

Préliminaire. La Rome royale (ou archaïque) (VIII^e siècle – 509 avant JC)

Section I. L'évolution institutionnelle

Section II. Les sources du droit dans la Rome archaïque

Chapitre I. La République (509-27 avant JC)

Section I. L'évolution institutionnelle

§ 1. Les institutions de la République

A. Les luttes pour le partage du pouvoir

B. La constitution mixte (Polybe, *Histoires*, 210-120 avant JC)

1°. Les magistratures

2°. Le populus

3°. Le sénat

§ 2. Le devenir du régime républicain

Section II. Le droit sous la République romaine

§ 1. L'histoire du premier monument juridique de Rome : la Loi des XII Tables (451-450 avant JC)

A. La naissance de la Loi des XII Tables

B. Le contenu de la Loi des XII Tables

§ 2. La loi votée par le peuple

A. Les lois votées par les comices

B. Les décisions prises par l'assemblée de la plèbe

§ 3. La persistance de la coutume

Chapitre II. L'Empire (27 avant JC – 476 et 1453 après JC)

Section I. L'évolution institutionnelle

§ 1. Le maintien de la fiction républicaine sous le Principat (27 avant JC – III^e siècle après JC)

§ 2. Le Dominat : vers l'absolutisme monarchique (III^e siècle – 476/1453)

Section II. Le droit sous l'Empire romain

§1. Les sources du droit sous le Principat

A. Une source de droit originale : le droit prétorien

1°. Définition du droit prétorien

- a. Définition de l'action
- b. Définition de l'édit

2°. Caractéristiques du droit prétorien

- a. Un droit souple
- b. Un droit concret
- c. Un droit juridictionnel

3°. L'edictum perpetuum ou la sclérose du droit prétorien

B. De l'affirmation au déclin de la source de droit sénatoriale : le sénatus-consulte

C. L'affirmation du pouvoir normatif du princeps : les constitutions impériales

1°. Les édits impériaux

2°. Les décrets

3°. Les rescrits

4°. Les mandats

§ 2. Les sources du droit sous le Dominat

A. La primauté de la loi impériale

B. Les compilations impériales

1°. Le Code théodosien (438)

2°. La Compilation de Justinien (533-565)

- a. Le Code (534)
- b. Le Digeste (533) : (en grec, « Pandectes », « composé » : signifie bien une élaboration complexe)
- c. Les Institutes (533)
- d. Les Nouvelles

Chapitre III. Les créations originales du droit

Section I. L'enrichissement du droit romain ou la naissance de la doctrine : la « iurisprudentia »

§ 1. Les débuts prometteurs de la « iuris prudentia »

A. Les temps archaïques ou le monopole des pontifes

B. Le développement de l'activité de consultant

C. Une doctrine multiforme

§ 2. L'apogée classique d'Auguste à Alexandre Sévère (27 avant J.C. – 235 après J.C.)

A. La vivacité des premiers débats

B. La main mise de l'empereur sur l'activité des jurisconsultes

§ 3. Le déclin des 4^{ème} et 5^{ème} siècles ou l'absorption de la jurisprudence par l'empereur

A. La médiocrité de la production juridique

B. La concurrence du Conseil impérial

Section II. La naissance du droit canonique

§ 1. L'installation du christianisme dans l'Empire romain

§ 2. La naissance du droit canonique

A. Les premiers textes de droit canonique

B. Les grands législateurs de l'Église, le Pape et les Conciles

1°. L'impulsion du Pape

2°. La contribution des conciles /synodes

§ 3. L'influence du christianisme sur le droit romain

Deuxième partie : Le pluralisme médiéval : des Francs à la féodalité (V^e – XIII^e siècles)

Chapitre I. Le droit barbare ou les lois « ethniques » des Francs (V^e – X^e siècles)

Section I. Les Mérovingiens : vers l'échec du pouvoir personnalisé

§1. L'évolution institutionnelle

A. Origine et conception du pouvoir

1°. L'influence germanique

- a. L'accession au pouvoir
- b. La règle du partage

2°. Les influences romaine et chrétienne

B. Les éléments du pouvoir mérovingien

1°. Le mundium

2°. Le bannum

3°. L'importance des liens personnels : les leudes ou les compagnons de guerre du roi

C. L'échec mérovingien

1°. Des difficultés économiques

2°. Des difficultés politiques

§ 2. Les sources du droit sous les Mérovingiens

A. La pauvreté de la législation mérovingienne

1°. Les décisions de portée générale

2°. Les actes développés par la pratique

B. La dualité des leges

1°. Les lois barbares

- a. La loi des Wisigoths
- b. La loi des Burgondes
- c. Les lois nationales franques

1/ La loi salique

2/ La loi ripuaire

2°. Les lois romaines des Barbares

- a. La loi romaine des Burgondes
- b. La loi romaine des Wisigoths

§ 3. Le système mérovingien de la personnalité des lois

A. Le sens de la notion

B. La dualité de la procédure (publique ou privée)

Section II. Les Carolingiens ou la renaissance fugitive d'un véritable système politique

§ 1. L'évolution institutionnelle

A. Le temps de la restauration politique (751-822)

B. Le temps des crises (822-888)

1°. Les dernières années de l'unité restaurée

2°. Le maintien des liens personnels : la constitution de réseaux vassaliques

C. Le glissement vers la féodalité (jusqu'à la fin du X^e siècle)

§ 2. Affirmation et déclin de l'unité législative

A. Le perfectionnement de l'ordre juridique : les capitulaires

B. Vers l'émiettement du droit

Chapitre II. La féodalité

Section I. L'évolution institutionnelle

§ 1. L'affirmation des pratiques féodo-vassaliques

A. Le contrat féodo-vassalique : la persistance du lien personnel

B. La concession de fief : la prédominance progressive du lien réel

1°. Notion de concession de fief

2°. Les droits et les obligations nés de la concession

a. Les droits concédés

b. Les devoirs vassaliques

3°. Les sanctions en cas d'irrespect du contrat

§ 2. Du déclin de la royauté à sa renaissance

A. Le dépérissement de l'institution

B. Le renouveau politique sous les Capétiens : la reconquête du sommet de la hiérarchie féodale

Section II. Le pluralisme juridique médiéval

§ 1. Le triomphe de la coutume

A. Le déclin de la règle écrite

B. La consécration de la norme orale

1°. Définition de la coutume

2°. Champ d'application de la coutume

§ 2. La législation royale : de la survie aux tentatives de réaffirmation

A. Une législation royale presque disparue

B. Les efforts pour un renouveau juridique royal

Chapitre III. Les droits savants

Section I. Vers l'apogée du droit canonique (VI^e – XIV^e siècles)

§ 1. La structuration du clergé

A. Le clergé séculier : une action prééminente sous les Mérovingiens

1°. Le haut clergé

2°. Le bas clergé

B. L'essor du monachisme au VII^e siècle

§2. La croissance du droit canonique (VI^e – XII^e siècles)

A. Les sources traditionnelles du droit canonique

B. Les nouvelles sources du droit canonique

§ 3. L'apogée du droit canonique (XII^e – XIV^e siècles)

A. Le « Concordia discordantium canonum » (concordance des canons discordants) ou décret de Gratien (1130- 1140)

B. Le temps de la gloire de la doctrine canonique

1°. L'éclat de la doctrine canonique au XIII^e siècle

2°. L'essor universitaire

Section II. La première renaissance du droit romain

§ 1. La redécouverte des textes

A. La découverte de la Florentine

B. Les écoles d'interprétation du droit

1°. Les glossateurs

2°. Les postglossateurs

a. Les écoles françaises

b. Les bartolistes et la naissance du « ius commune »

§ 2. L'application du droit romain en France

A. Les pays de droit écrit

B. Les pays de coutumes

Troisième partie : L'affirmation d'un droit français indépendant

Chapitre I. L'évolution institutionnelle

Section I. L'affirmation de l'État monarchique (XIII^e – XV^e siècles)

§ 1. La conquête de l'indépendance

A. La résistance à la Papauté

B. La résistance à l'Empire germanique

§2. Une royauté souveraine dans le cadre d'un État

A. Réflexions autour de la Couronne

B. Réflexions autour de la souveraineté

Section II. Le triomphe des idées absolutistes au XVII^e siècle

§ 1. La doctrine absolutiste

A. La monarchie est absolue

B. La monarchie est de droit divin

§ 2. Une doctrine cernée de limites

Chapitre II. L'ancien droit

Section I. Le rôle prépondérant du roi

§ 1. Le roi et la coutume

A. De l'oral à l'écrit

1°. La rédaction des coutumes

a. L'initiative royale

b. La procédure définitive du 15 mars 1499

2°. La réformation des coutumes

B. Du droit commun coutumier au droit français

§ 2. Le roi et la loi

A. Le roi législateur

1°. Le pouvoir de légiférer du roi

a. Nature du pouvoir législatif du roi

b. Domaine du pouvoir législatif du roi

2°. La nature des actes royaux

a. Les formes traditionnelles : les lettres patentes

1/ Les grandes lettres patentes

2/ Les petites lettres patentes

3/ La procédure d'élaboration de la loi

b. Les formes nouvelles

1/ Les arrêts du Conseil du roi

2/ Les ordonnances sans adresse ni sceau

3/ Les brevets

4/ Les lettres closes

B. Des lois éparses à l'oeuvre de codification

1°. Les temps de crise : la réformation générale

2°. L'oeuvre de codification

a. Les ordonnances de Colbert et Louvois (1667-1685)

b. Les ordonnances de d'Aguesseau (1717-1751)

Section II. La complémentarité des autres sources de droit

§ 1. L'autorité jurisprudentielle des Cours souveraines

A. La jurisprudence générale

B. Les arrêts en équité

C. Les arrêts de règlement

§ 2. La seconde renaissance des droits savants

A. Le droit romain en France du XVI^e au XVIII^e siècles

B. Le droit canonique du XVI^e au XVIII^e siècles

1°. Le Corpus Iuris Canonici

2°. Le déclin du droit canonique face au droit royal

Quatrième partie : La modernité juridique

Chapitre I. Le légalisme révolutionnaire

Section I. L'évolution institutionnelle de 1789 à 1799

§ 1. Les nouveaux principes : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 et ses adaptations

A. Le concept de Déclaration

B. Le contenu de la Déclaration

1°. Les droits naturels de l'homme

2°. Les droits du citoyen dans la Nation

C. Les adaptations révolutionnaires

§ 2. Les bouleversements politiques d'une décennie troublée

A. L'impossible compromis sous la monarchie constitutionnelle (1789-1792)

1°. L'organisation des pouvoirs

2°. La fin de la monarchie constitutionnelle (août – septembre 1792)

B. La Première République ou la République aux deux visages (1792-1799. An I – An VIII)

1°. La République révolutionnaire : la Convention (1792-1795)

2°. La République bourgeoise : le Directoire (1795-1799)

Section II. L'uniformisation du droit : le droit intermédiaire

§ 1. Les tentatives de codification révolutionnaires

A. Le flou des premières années (1789-1792)

B. Les essais non transformés de la Première République

1°. Des débuts chaotiques

2°. Trois essais, trois échecs

§ 2. Le droit mis en œuvre par la nouvelle législation

A. Les nouveaux principes : le droit des gens et le droit naturel

1°. L'impulsion donnée par Grotius

2°. L'École du droit naturel

B. L'essence de la législation révolutionnaire

1°. En matière de droit privé

a. Liberté et égalité dans le droit de la famille

1/ La rupture avec l'état du droit monarchique

2/ Les nouveaux principes

⑩ Liberté et famille : La liberté entre les époux / La liberté entre les parents et les enfants

⑩ Égalité et famille : Egalité du mari et de la femme / Egalité entre enfants / Egalité successorale

b. Démocratie et individualisme dans le droit de propriété

1/ L'expansion de la propriété en France

⑩ L'abolition des droits féodaux

⑩ Le partage des biens communaux

⑩ La vente des biens nationaux

2/ La nature de la propriété en France

2°. En matière de droit pénal

a. Les mesures préliminaires

b. Le Code pénal des 25 septembre et 6 octobre 1791

1/ La question de la peine de mort

2/ Les solutions retenues ou la fin de l'arbitraire de l'Ancien régime

⑩ La punition des coupables

⑩ La rédemption du criminel

3/ Une mise en œuvre des principes bien difficile

c. Le Code des délits et des peines du 25 octobre 1795

Chapitre II. L'œuvre napoléonienne

Section I. L'évolution institutionnelle (1799-1814/1815)

§ 1. La Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799) ou Bonaparte plébiscité

A. Un texte ambigu

B. L'organisation des pouvoirs publics : la revanche de l'exécutif

§ 2. De la monarchie viagère à la monarchie héréditaire : les adaptations du pouvoir personnel, An X, An XII

A. Le Consulat viager

B. L'Empire héréditaire

Section II. La fondation d'un socle juridique : les codifications napoléoniennes

§ 1. Le droit privé

A. Le Code civil

1°. L'élaboration du Code

2°. L'esprit du Code

3°. Les premières diffusions du Code sous Napoléon

B. Le Code de procédure civile, prolongement naturel du Code civil

C. Le Code de commerce

§ 2. Le droit pénal

A. Le Code d'instruction criminelle

1°. La réforme de la procédure criminelle

2°. La persistance des juridictions d'exception

3°. La réforme du système pénitentiaire

B. Le Code pénal

1°. La genèse du Code

2°. Les caractères du Code

a. Une préoccupation : l'utilité sociale

b. Une constatation : l'importance du libre arbitre

c. Un moyen : la sévérité

3°. Une œuvre transactionnelle

4°. Un Code pérenne

Conclusion : la question de la coutume

Section III. Les dernières codifications du droit canonique

Conclusion. La codification aujourd'hui